

Les subsides

odieux, on nous dira d'aller nous faire pendre ailleurs. Même le député de l'opposition le plus belliqueux hésiterait à nous recommander de déclarer la guerre aux États-Unis et d'envahir le Sénat et la Chambre des représentants pour aller ordonner de faire telle ou telle chose pour telle ou telle date. Je ne suis pas heureux de ne pas avoir pu arriver beaucoup plus loin que cela, mais je suis très optimiste et je pense que nous finirons par arriver à nos fins dans un délai raisonnable.

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires.

M. McCurdy: Monsieur le Président, à ma connaissance, personne n'a proposé que le Canada envahisse les États-Unis à cause des pluies acides ou d'autre chose. Ce n'est pas en considérant sous cet angle les divergences d'opinion quant à la fermeté dont il faut faire preuve à cet égard que nous nous ferons comprendre. C'est contraire à l'esprit de la résolution que nous examinons.

Le fait est que quelques progrès ont été réalisés face à un président qui semblait n'avoir qu'une très vague idée du problème. Il reconnaît maintenant son existence et il s'agit certainement d'un pas en avant. Toutefois, nous ne sommes pas d'accord pour dire que cette entente constitue une grande victoire en ce qui concerne sa teneur et ses résultats. Si le député ne connaît pas bien les États-Unis, je peux lui dire que, dans ma région, nous lisons les journaux américains et nous écoutons les nouvelles en provenance des États-Unis tous les jours. Nous en sommes littéralement submergés. Personne là-bas ne parle de cette entente. Absolument personne.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Pourquoi?

M. McCurdy: Parce que les gens s'en fichent.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Vous plaisantez?

M. McCurdy: Ce n'est pas une critique, mais tout simplement la réalité. Certaines personnes ont pu vous dire qu'elles étaient satisfaites des progrès réalisés au cours de ces entretiens. Néanmoins, il ne faut pas en espérer trop. Les Américains craignent de nous voir semer la perturbation au Sénat et au Congrès, c'est du moins vrai pour les membres de ces deux assemblées qui ont besoin du maximum d'aide. Ils craignent que nous les désarmions si nous insistons trop sur des progrès qui, en fin de compte, pourraient se réduire à peu de chose.

• (1710)

M. Darling: Je comprends le point de vue du député et je sais que sa circonscription est voisine des États-Unis. Je voudrais toutefois lui faire remarquer que les États-Unis ne se résument pas à la ville de Détroit. Même si, à l'entendre, les journaux de Détroit n'en ont absolument pas parlé, je m'en étonne car cela a certainement fait les manchettes. Quoi qu'il en soit, dans le *New York Times* de dimanche, nous pouvons lire l'éditorial suivant:

Maintenant que le président a reconnu l'existence du problème des pluies acides, on ne peut plus se permettre de tergiverser. Les citoyens sont de plus en plus nombreux à souhaiter un contrôle depuis l'apparition des premiers signes de dommages causés par les pluies acides dans l'Ouest et le Sud-Est.

Le Congrès a enfin la possibilité de réconcilier les factions opposées et de protéger les lacs et forêts du pays.

D'autre part, je signale au député qu'au cours du week-end j'ai pris la parole en Floride où les réactions ont également été positives. Les membres du Congrès des États-Unis ont de quoi travailler maintenant que le président des États-Unis a

reconnu l'existence du problème. Dans un communiqué, il a déclaré: «J'ai le plaisir de dire que je souscris entièrement à ce rapport et que je publierai prochainement un communiqué en ce sens». On a au moins reconnu l'existence du problème et, là encore, c'est le ou peut-être les premiers pas vers la reprise et vers la solution de notre problème de pluies acides et de celui des Américains.

Il y a cinq ans, quand le comité s'est rendu pour la première fois à Washington et a parlé des pluies acides, les Américains nous ont regardés d'un drôle d'air. Ils se sont demandé de quoi nous voulions bien parler. C'était le secret le mieux gardé des États-Unis, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cette question reçoit une énorme publicité de la part de divers organismes. J'ai assisté à un événement spécial le 13 mars dernier à New York. J'y ai été invité avec le ministre de l'Environnement de l'Ontario, l'honorable Jim Bradley. Parmi les invités se trouvaient diverses personnalités, et notamment le procureur général de l'État de New York, l'honorable Robert Abrams, notre ministre de l'Environnement (M. McMillan), je le répète, Dick Cavett, célébrité de la télévision, Tony Randall, acteur de cinéma, certains membres du Congrès et ainsi de suite. Deux cents personnes assistaient à cette soirée à laquelle on en attendait 70 ou 80. J'ai été absolument sidéré. Tout le monde était enthousiaste et souhaitait que l'on réduise les pluies acides. Ce n'est qu'une région et la même chose se produit dans tous les États-Unis. Le mouvement s'étend et le pouvoir des gens va se faire sentir car ils vont transmettre le message au Congrès américain et je puis vous assurer qu'il y aura une suite.

J'ai été déçu, lors des dernières élections présidentielles, de voir que le problème des pluies acides n'était pas vraiment pris au sérieux et que les démocrates ne s'en servaient pas contre le gouvernement en place. Je suis sûr que cette question viendra en tête des préoccupations au cours des élections de 1988. Cela ne manquera pas de stimuler et d'inciter les futurs dirigeants à trouver les fonds voulus pour résoudre ce problème. Je sais que c'est difficile car les États-Unis d'Amérique sont, comme nous, accablés par un énorme déficit. Néanmoins, nos deux pays devront sans aucun doute trouver les fonds nécessaires. Quelqu'un a déclaré qu'à l'heure actuelle, selon les estimations, l'inaction des États-Unis leur coûte 5.5 milliards de dollars en dommages aux édifices et à diverses autres choses, ainsi qu'à la santé de la population. Il est grand temps que nous nous entendions pour faire quelque chose. Nous ferions mieux de dépenser les fonds de façon concrète en vue de réduire les pluies acides.

Le président suppléant (M. Charest): Une très brève question.

M. Kilgour: Monsieur le Président, le député peut-il nous dire ce que fait le sous-comité des pluies acides à l'heure actuelle?

M. Darling: Eh bien, le sous-comité a tenu des audiences. Au cours de la dernière, nous avons entendu des témoins du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social nous parler de l'effet que les pluies acides ont sur la santé des gens. Nous espérons entendre le témoignage d'une autre personne sur le même sujet. Le comité a émis une déclaration sur les lacunes, disons, du rapport des envoyés. Nous avons été priés de préparer un mémoire à l'intention d'un colloque spécial sur les pluies acides qui se tiendra, sauf erreur, en mai prochain, et nous y travaillons. Le sous-comité a également communiqué